

CHAPITRE 15

Le FPR assassine sauvagement deux gendarmes français et l'épouse de l'un d'eux

Régine vivait dans le quartier de Kacyiru, dans l'une des belles maisons dites du MRND, à quelque cinq cents mètres à vol d'oiseau du Conseil National du Développement (CND), le bâtiment de l'Assemblée nationale où était installé, depuis fin décembre 1993, le bataillon du FPR. Entourée de ses cinq enfants et de quatre de ses voisins, elle tremble depuis le matin de ce 7 avril, car le FPR et la Garde présidentielle (GP) échangent des tirs d'artillerie. Cataloguée MDR à cause de son mari, numéro 3 du ministère des Affaires étrangères, elle redoute une descente des membres de la GP à son domicile. Elle a eu l'idée de solliciter la protection des militaires français qui habitent à deux maisons de la sienne, tout près du rond-point de Kimihurura, afin qu'il la cache, elle, sa famille et les quatre petits voisins. Elle ne leur a jamais parlé, mais ils ont l'air gentil... Elle se sentirait en sécurité chez ces étrangers.

Elle va frapper à leur porte. Un homme lui ouvre.

– J'ai peur. Est-ce que vous accepteriez de me cacher avec mes enfants? lui déclare-t-elle.

– Je ne peux pas prendre la décision, car je ne suis pas le propriétaire des lieux. Revenez quand mon ami et sa femme seront de retour...

Quelque temps plus tard, Régine aperçoit depuis chez elle

le couple de Français qui rentre chez soi. Grâce à une échelle, elle enjambe la clôture, interpelle les Français et les convainc de l'héberger avec les neuf enfants. Apaisée et folle de reconnaissance pour ses nouveaux amis, Régine passe une nuit à peu près calme.

— Ce couple était d'une gentillesse extrême, se souvient-elle¹, encore toute émue à l'évocation de ses protecteurs. Ils n'avaient rien à manger parce que la femme n'avait pas eu le temps de faire des courses. Nous sommes convenus que le lendemain, je lui ferai acheminer des vivres en les faisant passer par les jardins...

Régine ne connaît pas alors les noms et fonctions de ses hôtes : l'adjudant-chef Didot, sa femme Gilda et l'adjudant-chef Meier. Elle n'a pas entendu ou ne se souvient pas avoir entendu Didot parler par radio avec plusieurs correspondants. Parmi eux, il y avait madame Cussac dont il prenait régulièrement des nouvelles, car son mari avait été rappelé à Paris et elle était restée seule avec son jeune fils. Tout d'abord, Didot lui avait annoncé l'arrivée de Gilda. Finalement, il lui avait dit renoncer à son projet :

— Je ne peux emmener ma femme chez vous, il y a trop d'abeilles [madame Cussac a pensé que Didot voulait désigner par là les tirs d'artillerie]. Je l'emmène chez Sabriès [un commandant de gendarmerie].

Quelque temps plus tard – un flou qui traduit la difficile datation des événements –, des soldats sonnent au portail. Les scènes qui suivent proviennent des seuls souvenirs de Régine :

— Ce doivent être des soldats de la Garde présidentielle, ils parlent *kinarwanda*; allez-vous cacher!

La femme n'éprouvait d'inquiétude que pour Régine et ses enfants, lesquels sont allés se cacher sous les lits. Il s'est avéré qu'il s'agissait en réalité de soldats du FPR. Régine ne se rappelle plus exactement leur nombre : cinq ou six... Ils ont

1. Entretiens avec l'auteur, mi-août 2005.

désarmé les deux hommes et demandé à la femme d'aller chercher les autres armes se trouvant dans la maison. Jusque-là, les soldats n'étaient pas brutaux avec les Français. La femme a fait sortir Régine et ses enfants de leur cache. Les soldats étaient très énervés contre Régine.

— Pourquoi êtes-vous venus vous réfugier chez des Français?

— Parce que nous avions peur des miliciens et des membres de la GP et que nous pensions que les Français pouvaient nous protéger.

Les soldats du FPR l'interrogent. Régine décline son identité et le nom de son mari. Un officier prend alors son talkie-walkie pour demander des instructions. Elle n'entend pas ses propos, car l'homme parle très doucement. Après avoir raccroché, le ton de l'officier change complètement. Le nom de son mari a probablement provoqué ce revirement. Parce qu'il est du MDR, proche de Faustin Twagiramungu, et donc en très bonne intelligence avec le FPR.

— N'aie pas peur, on ne fait rien aux femmes et aux enfants, on traque seulement les militaires d'Habyarimana.

Quelques militaires sont alors chargés de raccompagner Régine jusqu'à chez elle et se comportent comme s'ils étaient devenus ses amis. Régine et ses enfants doivent donc quitter la maison des Français. Dans le jardin, ils voient le propriétaire des lieux assis par terre, sous le contrôle étroit des soldats, tandis que sa femme et l'autre militaire sont debout. Les Français ne parlent pas... C'est la dernière image qu'elle emporte de ses protecteurs.

Arrivée chez elle et encore sous le choc, elle s'écroule dans le corridor et s'endort... Combien de temps s'est-il écoulé? Régine ne sait plus : « Une partie de ma mémoire s'est envolée », dit-elle. C'est alors que son veilleur vient la trouver. Il n'a pas l'air dans son état normal. Il tient des propos qui, dans un premier temps, lui semblent complètement incohérents.

— Il faut qu'on quitte la maison parce qu'on va nous tuer, lui répète-t-il.

— Mais pourquoi dis-tu cela ? Les militaires ont été très gentils avec nous et nous ont raccompagnés jusqu'ici...

— J'ai tout vu, ce sont des barbares, ils les ont tous tués...

Par bribes, Régine comprend que son veilleur a, sans être vu, assisté à l'exécution sauvage des deux hommes, de la femme, de leur propre veilleur et du chien. Et de donner des détails macabres : une joue qu'il a vu tomber après avoir été tranchée par une machette ; du sang qui gicle partout, des coups qui pluvent, des poignards et des machettes qui coupent, tranchent, s'enfoncent dans les chairs...

« Mon veilleur était sous le choc, il était comme fou et voulait partir tout de suite. Il voulait que je parte immédiatement pour me mettre à l'abri à l'hôtel Méridien tout proche. Je pensais que c'était trop dangereux. Après ce que je viens de voir, je n'ai pas le choix, je pars vers le Méridien, m'a-t-il dit. Je lui ai demandé de revenir me chercher s'il estimait que c'était possible. »

Finalement, Régine rejoint le Méridien quelque temps plus tard, avant d'être acheminée vers Byumba, en zone FPR.

Toujours choquée, elle revient sans cesse sur un détail absurde qui l'obsède depuis le 8 avril : « Oh là là, si au moins ils avaient mangé avant de mourir... »

Les deux militaires français assassinés faisaient partie des 24 hommes laissés au Rwanda après le départ de Noroît, en décembre. L'adjudant-chef Didot avait pour mission d'entretenir les postes radio, de type Motorola et PP13, dont la portée n'excède pas une dizaine de kilomètres, de la mission française et des FAR. L'adjudant-chef Meier était conseiller PJ auprès de la Gendarmerie rwandaise. La femme assassinée, Gilda, était l'épouse de Didot.

Pour quelle raison ces deux gendarmes furent-ils mis à mort ? qu'avaient-ils fait ou quelle menace représentaient-ils pour susciter une telle sauvagerie ? Le colonel Marchal, responsable de l'opération belge KIBAT, a la réponse. Dans le courant du mois de février 1994, alors qu'il rendait visite

au chef du bataillon du FPR basé au CND, Charles Kayumba l'emmena dans un lieu qui surplombe Kigali. De ce point, il lui désigna tous les endroits de la capitale où étaient installés des appareils d'écoutes. Il lui montra alors une villa, située près du rond-point de Kimihurura, sur le toit de laquelle des antennes étaient bien visibles. Kayumba lui fit comprendre que, dès qu'il le pourrait, il ferait cesser ces écoutes.

— Saviez-vous que la villa était habitée par des gendarmes français et avez-vous prévenu l'ambassade de France de cette menace ? ai-je demandé à Marchal.

— Non ! Je pensais qu'il s'agissait d'un système d'écoutes des FAR ou de la Gendarmerie, m'a répondu le colonel belge.

Didot n'« écoutait » pas les FPR au CND. Mais le « malentendu » était là. L'adjudant-chef était un radio amateur passionné, qui s'était équipé d'un très bon matériel. Il aimait entrer en relation avec la planète entière. Ses compétences en la matière avaient été mises à profit pour compléter le réseau d'alerte des Français. Sa position en un point élevé de la ville en faisait un bon relais — avec du matériel Yesu — entre la ville de Kigali et Kanombe, près de l'aéroport, que l'ambassade de France ne pouvait joindre directement. Il était donc logique que le FPR, à l'aide d'appareils gonio suffisamment sophistiqués, ait pu localiser l'installation de l'adjudant-chef Didot.

Le patron de KIBAT n'eut connaissance de l'identité des occupants de la villa que lorsque le lieutenant-colonel Maurin lui demanda de récupérer les corps. À la fin de l'après-midi du 8 avril, prévenu par Régine qui avait trouvé refuge dans l'hôtel, le patron du Méridien prévint l'ambassade, qui informe Maurin, de l'assassinat des trois Français. Maurin cumule alors les fonctions d'adjoint à l'attaché de défense, absent, et, à ce titre, de responsable des coopérants militaires Terre, de chef opérationnel de tous les militaires français au Rwanda et de conseiller du chef d'état-major des FAR. Il est d'autant plus affecté par la nouvelle de cette mort qu'il était proche de Didot

et de sa femme, et que, la veille, il leur avait intimé l'ordre de quitter leur villa, beaucoup trop exposée...

Maurin prend contact avec la MINUAR pour récupérer les corps. C'est le colonel Marchal qui prend l'affaire en main. Une première fois, il se rend avec son secrétaire dans la parcelle où ont été tués les Français, mais les combats sont si intenses, entre la Garde présidentielle et le CND, qu'ils doivent renoncer à s'attarder sur les lieux. Le lendemain, une nouvelle mission, plus nombreuses, est montée. Alors que le major-médecin belge Théry, accompagné de deux capitaines sénégalais, fouille le terrain, des militaires assurent la sécurité de l'opération. On découvre les cadavres du chien et du veilleur. Plus tard, ce sont, enterrés au fond du terrain, les cadavres abîmés des trois Français. Pendant tout le temps de la fouille, Maurin est inquiet, car les forces spéciales sont sur le départ. Il a décidé qu'il ne partirait pas en laissant les corps des trois Français en terre rwandaise.

Les dépouilles des deux gendarmes et de Gilda lui sont remises à l'aéroport, le 13 avril à 14 h 10, par Théry. Maurin, le chef d'escadron Forgues et l'adjudant-chef Bach procèdent rapidement à leur identification. Les mises en bière sont faites en présence du médecin commandant Grosjean, du 3^e RPIMA. Les cercueils quittent Kigali à 17 h 30 pour Bangui, accompagnés par des éléments du 3^e RPIMA. Les certificats de décès, datés du 6 avril, mentionnent que les Français sont décédés de «mort accidentelle». Avant d'être réembarqués dans un avion à destination de Paris, les corps sont déposés à la morgue de Bangui.

Les cercueils arrivent au Bourget le 15 avril. François Léotard et Michel Roussin leur rendent hommage. Les services du ministère de la Coopération ont assuré aux journalistes curieux que «leur mort n'était pas liée à leur fonction, mais à leur résidence, et au fait qu'ils auraient caché des Tutsis chez eux.» Manière discrète d'affirmer qu'ils auraient été assassinés par des miliciens hutus.

Paul Kagame, cynique, s'est amusé de l'embarras des officiels français à évoquer ces trois morts. À François Misser qui écrivait sa biographie, *Vers un nouveau Rwanda*², il confie qu'un journaliste de TV5 lui aurait rapporté les confidences d'un général français à propos de ces gendarmes tués par le FPR. Que faisaient donc ces militaires, alors que la France affirmait qu'ils avaient tous quitté le Rwanda? questionne Kagame avant de lancer ses sous-entendus :

– Quand vous rentrerez, demandez donc au général qui sont ces officiers et ce qu'ils faisaient au Rwanda...

Kagame, comme Kayumba, était persuadé que les gendarmes français étaient postés à Kigali pour intercepter les messages du FPR.

Pour des raisons que j'ignore, la France est restée de la plus grande discrétion sur l'assassinat de ces trois Français. Aucune action judiciaire n'a été notamment diligentée par ses soins.

2. Coédité par les éditions Luc Pire et Karthala, 1995.